

Webinaire : La conformité est plus qu'une obligation, c'est votre superpouvoir!



Eric Van den Broele
Research & Development Director



Nicolas Chiesi
Key Account Manager

AGENDA



- ✓ Introduction
- ✓ Faits et chiffres
- ✓ Définition contrôle de la conformité
- ✓ Quelles sont les lois et réglementations en matière du contrôle de la conformité ?
- ✓ Qui veille au respect de ces obligations ?
- ✓ Qui doivent effectuer des vérifications ?
- ✓ Quels sont les risques du non-respect de la réglementation ?
- ✓ Protect GrayonCreditafe

FACTS & FIGURES



Selon le Fonds monétaire international (FMI), les sommes blanchies et les sommes utilisées pour financer le terrorisme représentent entre 400 et 2000 et des milliards d'euros. En d'autres termes, cela représente entre 2,5% et 5% du PIB mondial. En Europe, cela représente environ 100 milliards d'euros.

L'Union Européenne applique donc les directives européennes anti-blanchiment (AML) depuis 1991. Il s'agit de directives anti-blanchiment, que tous les États membres de l'UE ont transposées dans leur droit national. La directive anti-blanchiment la plus récente, la sixième entre-temps, comprend une liste de 22 infractions de blanchiment de capitaux que les États membres de l'UE doivent ériger en infraction.

Les exemples incluent la traite des êtres humains, la cybercriminalité et le trafic d'armes illégal



Les médias font principalement état des grandes institutions financières qui ne respectent pas leurs obligations de conformité et qui sont lourdement condamnées à des amendes pour cela. Il suffit de penser à :

- Deutsche Bank ayant des liens avec le financier disgracié Jeffrey Epstein
- Danske Bank, qui avait traité des milliards d'euros de flux de trésorerie suspects entre 2007 et 2014.
- ING, qui cette fois a rencontré des problèmes via sa filiale Payvision. Le fournisseur de services de paiement avec de nombreux clients dans l'industrie de jeu et de la pornographie, aurait délibérément négligé les contrôles anti-blanchiment d'argent pendant des années.
- BNP Paribas Fortis a récemment été condamnée à payer une amende de plusieurs millions.

Cependant, les risques encourus par ces grandes organisations s'appliquent également aux petites entreprises. L'impact sur les activités quotidiennes et la continuité globale y est encore plus grand. En outre, les PME représentent la grande majorité de l'économie mondiale.

Le Groupe de la Banque mondiale, une organisation internationale de lutte contre la pauvreté, a étudié le rôle des PME dans l'économie mondiale. Les chiffres sont accablants. Les PME représentent 90 % de toutes les entreprises dans le monde et fournissent 50 % de l'emploi mondial. Ce sont des millions d'entreprises qui, selon les statistiques, sont extrêmement vulnérables à la criminalité financière.

DÉFINITION CONTRÔLE DE LA CONFORMITÉ

Le terme compliance se traduit en français par conformité.

Promouvoir et assurer le respect des règles externes et internes relatives à l'intégrité de l'organisation.

Règles et normes (conditions de travail/mesures environnementales, etc...) que l'organisation elle-même déclare, font explicitement partie de cela

La conformité au sens large peut être définie comme un moyen pour les entreprises de démontrer qu'elles se conforment réellement aux règles et aux normes.

QUELLES SONT LES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS EN MATIÈRE DU CONTRÔLE DE LA CONFORMITÉ

L'article 8 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme (« la loi anti-blanchiment ») stipule que les entités visées doivent élaborer et appliquer des politiques, des procédures et des mesures de contrôle interne efficaces pour se conformer aux dispositions contraignantes en matière d'embargos financiers.

Cela signifie que toutes les entités visées sont tenues de mettre en place un système de surveillance permettant de se conformer aux sanctions financières.

Cela concerne le développement de modèles de gestion des risques, l'acceptation des clients, la vigilance à l'égard des clients et des transactions, le signalement des transactions suspectes, la conservation des documents et des registres, le contrôle interne, l'honorabilité et les mesures appropriées dans le recrutement du personnel (sensibilisation des agents/personnel aux sanctions et aux mesures)



QUI VEILLE AU RESPECT DE CES OBLIGATIONS ?

Le maintien de l'obligation d'élaborer et de mettre en œuvre un système de surveillance des sanctions financières est contrôlé par les autorités de surveillance qui exercent un contrôle sur les entités concernées en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. L'article 85 de la loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent précise qui est l'autorité de contrôle

Outre le contrôle exercé par les autorités de surveillance, le Trésor (FOD Finance) a le pouvoir de détecter et de déterminer les violations des sanctions financières elles-mêmes

QUI DOIVENT EFFECTUER DES VÉRIFICATIONS ?

L'obligation de développer un système de surveillance ne s'applique pas à tout le monde, mais uniquement aux entités qui sont soumises à la législation anti-blanchiment et qui sont énumérées à l'article 5 de la loi anti-blanchiment. En premier lieu, il s'agit d'institutions financières :

- Banques/ Les entreprises d'investissement
- Assureurs
- Entreprises cotées en bourse

En outre, la législation anti-blanchiment s'applique également à un certain nombre de professions non financières, telles que

- Notaires
- Avocats
- Agents immobiliers
- Marchand de diamants
- Comptables
- Réviseurs d'entreprises

QUELS SONT LES RISQUES DU NON-RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION



De nombreuses organisations ne sont pas conscientes de l'impact de la législation anti-blanchiment d'argent sur les opérations commerciales, ce qui est problématique.

S'il s'avère que votre organisation fait affaire avec des parties coupables de blanchiment d'argent, vous ne subirez pas seulement une atteinte à votre réputation. Vous pouvez également faire face à des amendes importantes et à des règlements judiciaires.

Les personnes morales peuvent également être poursuivies en vertu de la directive AMLD6. Cela signifie que les organisations peuvent être contraintes de fermer temporairement ou même définitivement.

Les directives anti-blanchiment criminalisent les personnes directement coupables de blanchiment d'argent, mais aussi les personnes qui le provoquent ou le facilitent délibérément.

Ainsi, lorsque votre organisation est payée par une partie qui n'est pas encore dans votre clientèle, il est important de vérifier qui est vraiment cette partie. Si vous ne le faites pas et que des problèmes surviennent par la suite, les autorités d'inspection pourraient vous accuser de détourner délibérément le regard.

PROTECT GRAYDONCREDITSAFE



GRAYDONcreditsafe



La plateforme Creditsafe Protect est particulièrement polyvalente et flexible pour répondre aux besoins en constante évolution de votre entreprise

Les clients exigent une expérience de onboarding sans couture, et vous, vous devez protéger votre entreprise. Des formalités laborieuses peuvent nuire à votre marque et créer des frictions. Creditsafe Protect vous permet d'accueillir vos nouveaux clients et fournisseurs en toute confiance.

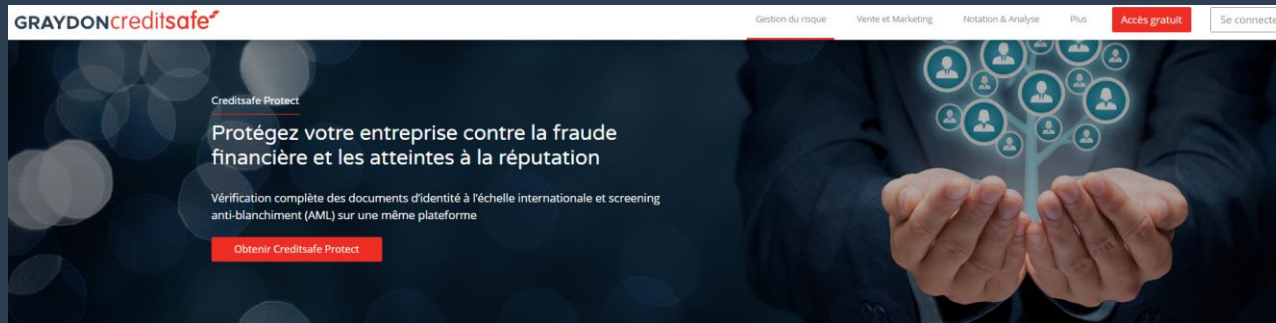


- Une vérification mondiale pour identifier les risques liés à la réglementation en matière du contrôle de la conformité et à la réputation
- Effectuez des vérifications rapides et complètes des antécédents de vos clients, fournisseurs et partenaires commerciaux dans le monde entier.
- Effectuer des vérifications de connaissance du client (KYC) et des audits réglementaires à travers une seule recherche.

CHOISISSEZ L'ACCÈS PROTECT QUI CONVIENT À VOTRE ENTREPRISE

Web-based platform

Protect API



RAVI DE VOUS AVOIR PARMIS NOUS

LES QUESTIONS NON ABORDÉES SERONT
TRAITÉES DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS.

SUPPORT@GRAYDONCREDITSAFE.BE